



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 63.003/4
du 14 mars 2018

advies 63.003/4
van 14 maart 2018

sur

over

un projet d'arrêté royal 'relatif
aux jeux de hasard sur des
événements sportifs virtuels
dans les établissements de jeux
de hasard fixes de classe IV'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'betreffende kansspelen
over virtuele sportevenementen
in de vaste
kansspelinrichtingen klasse IV'

Le 16 février 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Justice à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'relatif aux jeux de hasard sur des événements sportifs virtuels dans les établissements de jeux de hasard fixes de classe IV'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 14 mars 2018. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 14 mars 2018.

*

Op 16 februari 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende kansspelen over virtuele sportevenementen in de vaste kansspelinrichtingen klasse IV'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 14 maart 2018. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Wanda VOGEL, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 14 maart 2018.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Le dossier transmis au Conseil d'État ne comporte pas l'avis de la Commission des jeux de hasard exigé par l'article 7 de la loi du 7 mai 1999 'sur les jeux de hasard, de paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs'. L'auteur du projet s'assurera du correct accomplissement de cette formalité préalable.

2. L'article 8, § 1^{er}, du projet, pose en soi question au regard de la liberté de circulation des services et de la liberté d'établissement dans l'Union européenne, garanties par les articles 56 et 49 TFUE, en ce qu'il contient l'obligation de situer sur le territoire belge l'établissement où sont hébergés le serveur sur lequel les données relatives à des jeux de hasard sur des événements sportifs virtuels sont gérées et le serveur de l'exploitant de ce type de jeux.

Sur cette question, le rapport au Roi contient les éléments suivants :

« Les dispositions générales données reprennent notamment une définition des jeux de hasard sur des événements sportifs virtuels. Tant le logiciel du serveur du fournisseur que celui des terminaux des divers établissements de jeux de hasard doivent être agréés par la Commission des jeux de hasard. Par analogie avec les dispositions concernant les jeux de hasard exploités par des outils de la société de l'information, il convient que le serveur soit situé en Belgique afin de pouvoir procéder aux contrôles nécessaires. Les terminaux sont considérés comme des appareils de jeux de hasard individuels. Les terminaux ne peuvent être utilisés que pour l'acceptation de jeux de hasard sur des événements sportifs virtuels via une connexion sécurisée avec le fournisseur.

[...]

L'article 8 traite du serveur du fournisseur et du serveur de l'exploitant qui doivent se trouver Belgique.

Cette exigence a pour but d'assurer un contrôle des serveurs sur le territoire et de ne pas se déplacer vers un autre pays pour obtenir les informations nécessaires ou effectuer les contrôles.

Il est vrai que les éventuelles demandes pourraient être introduites auprès de l'autorité de contrôle étrangère compétente, toutefois, cette procédure n'est pas toujours efficace dans la mesure où d'une part, certains États ont des intérêts opposés, ce qui pourrait freiner leur collaboration et d'autre part, vu l'absence d'un cadre européen dans ce secteur, il n'y a pas d'obligation de coopérer pour les autres États membres.

Dans le cadre de la procédure de notification prévue par la directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, l'examen du projet notifié a amené la Commission européenne à émettre l'observation suivante :

'[...] Plus particulièrement, le projet d'article 8 de l'acte notifié impose que le serveur sur lequel les données sont gérées et le serveur de l'exploitant soient hébergés dans un établissement permanent situé sur le territoire belge. Du point de vue de la Commission, une exigence d'emplacement du serveur sur un territoire spécifique pourrait constituer une restriction à l'article 56 du TFUE et, afin d'être compatible avec le droit de l'UE, cette exigence devrait être justifiée et constituer un moyen proportionné d'atteindre l'objectif poursuivi.

À cet égard, les autorités doivent avoir accès aux données des opérations impliquant des acteurs basés sur leur territoire, et non à l'équipement sur lequel ces données sont conservées. Pour pouvoir accéder aux données, l'emplacement du serveur sur un territoire spécifique ne semble pas être indispensable.

La Commission invite les autorités belges à prendre en considération les observations susmentionnées'.

Pour répondre à cette préoccupation, l'article 8 en projet est complété par un § 2 qui donne à la Commission des jeux de hasard la possibilité d'autoriser, sous certaines conditions, une partie des activités sur un ou plusieurs serveurs qui se trouvent à l'étranger.

La possibilité de placer le serveur à l'étranger ne se limite pas à l'Union européenne ou à l'Espace économique européen, étant donné que, en dehors de l'Union européenne également, le détenteur de la licence peut donner les garanties nécessaires pour que les activités essentielles se déroulent sur le serveur en Belgique. Si le titulaire de la licence ne peut pas fournir les garanties nécessaires en matière de transparence et de flux de données avec des serveurs situés dans l'Union européenne, dans l'Espace économique européen ou en dehors de ces zones, aucune autorisation d'exploitation ne pourra être accordée.

Pour ce faire, la Commission des jeux de hasard se base sur un rapport d'expertise établi par le service d'encadrement ICT de la Commission des jeux de hasard ou le cas échéant, par un organisme accrédité dans un autre État membre des Communautés européennes ou dans un autre pays qui est partie à l'Accord sur l'Espace économique européen.

La Commission des jeux effectue régulièrement des contrôles pour vérifier si le rapport d'expert accepté est respecté et ce, à intervalles réguliers, par exemple tous les ans ou tous les deux ans ou sur la base d'une plainte ».

Il ressort de ces éléments que le projet d'arrêté royal initialement notifié à la Commission européenne a été profondément remanié suite aux observations de cette dernière.

L'article 5.1, alinéa 3, de la directive 2015/1535/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 'prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information', dispose :

« Les États membres procèdent à une nouvelle communication du projet de règle technique à la Commission, dans les conditions énoncées au premier et deuxième alinéas

du présent paragraphe, s'ils apportent à ce projet, d'une manière significative, des changements qui auront pour effet de modifier son champ d'application, d'en raccourcir le calendrier d'application initialement prévu, d'ajouter des spécifications ou des exigences, ou de rendre celles-ci plus strictes ».

Il s'ensuit que, vu les modifications significatives apportées au projet d'arrêté royal 'relatif aux jeux de hasard sur des événements sportifs virtuels dans les établissements de jeux de hasard fixes de classe IV' après les observations de la Commission européenne, il y a lieu de procéder à une nouvelle communication de ce projet à cette dernière, conformément à l'article 5.1, alinéa 3, de la directive 2015/1535/UE, de manière à ce qu'elle puisse se prononcer sur les adaptations fondamentales apportées au projet initialement communiqué.

C'est dès lors sous réserve du suivi que la Commission européenne réservera à la communication qui lui sera faite que les observations suivantes sont formulées, spécialement celles faites sous l'article 8 du projet.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. La demande d'avis n'étant pas assortie de l'urgence, les alinéas 7, 8 et 9 seront omis.
2. À l'alinéa 10, il convient d'écrire :

« Vu l'avis n° 63.003/4 du Conseil d'État donné le 14 mars 2018 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; »¹.

DISPOSITIF

Article 8

1. L'article 8, § 2, alinéa 1^{er}, du projet prévoit que la Commission des jeux de hasard peut décider d'autoriser une partie des activités sur un ou plusieurs serveurs qui se trouvent à l'étranger « sur la base d'un rapport d'expertise approuvé par elle ».

Le commentaire de cet article indique que

« la Commission des jeux de hasard se base sur un rapport d'expertise établi par le service d'encadrement ICT de la Commission des jeux de hasard ou le cas échéant, par un organisme accrédité dans un autre État membre des communautés européennes ou dans un autre pays qui est partie à l'Accord sur l'Espace économique européen ».

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2.

Ce faisant, le commentaire de l'article apporte la clarté quant à savoir qui établira le rapport d'expertise selon que le serveur est situé en Belgique ou hors la Belgique. Il n'apporte en revanche aucune précision quant à la portée du mot « approuvé ». En quoi en effet le rapport d'expertise doit-il être approuvé par la Commission des jeux de hasard dès lors qu'il émane de l'un de ses services administratifs, à savoir, en l'occurrence, le service d'encadrement ICT ? De même si le rapport d'expertise a été établi par un organisme accrédité dans un autre État membre de l'Union européenne ou dans un autre pays qui est partie à l'Accord sur l'Espace économique européen, quelle sera exactement la portée de l'approbation qu'apportera la Commission des jeux de hasard à ce rapport ?

La section de législation se demande si en l'espèce, il ne s'agit pas plutôt pour la Commission des jeux de hasard de se prononcer sur la base d'un rapport d'expertise qui soit est établi par ses services, soit par un organisme accrédité et que dans ce dernier cas, elle valide.

Si telle est bien l'intention de l'auteur du projet, le dispositif du paragraphe 2 sera revu afin de lever toute ambiguïté. Le commentaire de l'article sera également complété pour fournir au destinataire de la règle une explication claire et précise du dispositif mis en place.

2. L'article 8, § 2, alinéa 1^{er}, du projet, précise que l'autorisation par la Commission des jeux de hasard d'une partie des activités sur un ou plusieurs serveurs qui se trouvent « à l'étranger », est donnée « compte tenu du prescrit de l'article 21 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ».

L'article 21 de cette loi du 8 décembre 1992 énonce

« § 1. Le transfert de données à caractère personnel faisant l'objet d'un traitement après leur transfert vers un pays non membre de la Communauté européenne, ne peut avoir lieu que si le pays en question assure un niveau de protection adéquat et moyennant le respect des autres dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.

Le caractère adéquat du niveau de protection s'apprécie au regard de toutes les circonstances relatives à un transfert de données ou à une catégorie de transferts de données; il est notamment tenu compte de la nature des données, de la finalité et de la durée du ou des traitements envisagés, des pays d'origine et de destination finale, des règles de droit, générales et sectorielles, en vigueur dans le pays en cause, ainsi que des règles professionnelles et des mesures de sécurité qui y sont respectées.

§ 2. Après avis de la Commission de la protection de la vie privée et conformément à l'article 25 de la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil concernant la protection des personnes physiques quant au traitement de données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, le Roi détermine pour quelles catégories de traitements de données à caractère personnel et dans quelles circonstances la transmission de données à caractère personnel vers des pays non-membres de la Communauté européenne n'est pas autorisée ».

Il résulte de cette disposition que le respect de cet article 21 de la loi du 8 décembre 1992 ne s'impose à la Commission des jeux de hasard que lorsque l'État « étranger » dans lequel le serveur est installé n'est pas un État membre de l'Union européenne.

En tout état de cause, il n'y a pas lieu dans un arrêté réglementaire de rappeler qu'une disposition légale doit être respectée.

En conséquence, les mots « compte tenu du prescrit de l'article 21 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel » seront omis et le rapport au Roi précisera les hypothèses dans lesquelles – à savoir celles dans lesquelles l'État étranger est un État non membre de l'Union européenne – le respect de cet article 21 s'imposera à la Commission des jeux de hasard lorsqu'elle prendra la décision d'autoriser une partie des activités sur un ou plusieurs serveurs sur la base du rapport d'expertise établi par un organisme accrédité.

Article 13

La disposition doit mentionner le point de départ du délai pendant lequel les images d'événements sportifs virtuels doivent être conservées par le titulaire de la licence de classe E.

Article 15

Aux termes du rapport au Roi,

« [l']article 15 confirme explicitement que les protocoles de contrôle technique et les protocoles informatiques s'appliquent également aux terminaux pour jeux de hasard sur des événements sportifs virtuels ».

Un protocole particulier sera établi par la Commission des jeux de hasard dont la liste des informations qu'il comportera, à priori de manière limitative, est énoncée dans le commentaire de l'article.

Dans un souci de sécurité juridique et de transparence de la règle à l'égard de ses destinataires, il apparaît indiqué de faire figurer la liste ainsi établie dans le dispositif de l'article 15.

La disposition sera revue à la lumière de cette observation et la rubrique « divers » explicitée dans le commentaire réservé à l'article dans le rapport au Roi.

OBSERVATION FINALE DE LÉGISTIQUE

La version française du projet sera soigneusement revue sur le plan du vocabulaire utilisé, de la syntaxe et de la grammaire. Elle est en effet singulièrement déficiente à cet égard.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. In het dossier dat aan de Raad van State overgezonden is, ontbreekt het advies van de Kansspelcommissie dat vereist is krachtens artikel 7 van de wet van 7 mei 1999 ‘op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers’. De steller van het ontwerp dient zich ervan te vergewissen of dit voorafgaand vormvereiste naar behoren vervuld is.

2. Artikel 8, § 1, van het ontwerp doet op zich problemen rijzen in het licht van het vrij verrichten van diensten en van de vrijheid van vestiging binnen de Europese Unie, die gewaarborgd worden door de artikelen 56 en 49 VWEU, doordat die bepaling van het ontwerp voorschrijft dat de inrichting waarin de server staat waarop de gegevens betreffende kansspelen over virtuele sportevenementen beheerd worden en de server van de exploitant van dat soort kansspelen, op het Belgisch grondgebied moet liggen.

In dat verband staat in het verslag aan de Koning het volgende:

“Bij de algemene bepalingen wordt inzonderheid een definitie van kansspelen over virtuele sportevenementen gegeven. Zowel de software van de server van de leverancier als de terminals in de verschillende kansspelinrichtingen dienen goedgekeurd te worden door de Kansspelcommissie. De server dient zich - naar analogie met de bepalingen aangaande de kansspelen geëxploiteerd via instrumenten van de informatiemaatschappij - in België te bevinden om de nodige controles te kunnen uitvoeren. De terminals worden beschouwd als afzonderlijke kansspeltoestellen. De terminals mogen enkel gebruikt worden voor de aanname van kansspelen over virtuele sportevenementen via een beveiligde verbinding met de leverancier.

(...)

Artikel 8 handelt over de server van de leverancier en de server van de exploitant welke zich in België dient te bevinden.

Die vereiste heeft tot doel te zorgen voor een controle van de servers op het grondgebied en zich niet te verplaatsen naar een ander land om de nodige informatie te verkrijgen of de controles uit te voeren.

Het klopt dat de eventuele aanvragen zouden kunnen worden ingediend bij de bevoegde buitenlandse toezichthoudende autoriteit maar die procedure is niet altijd doeltreffend aangezien bepaalde staten tegengestelde belangen hebben, wat hun samenwerking zou kunnen belemmeren en er, gelet op het gebrek aan een Europees kader in deze sector, geen verplichting tot samenwerking is voor de andere lidstaten.

In het kader van de kennisgevingsprocedure vastgelegd door Richtlijn (EU) 2015/1535 van het Europees Parlement en de Raad van 9 september 2015 betreffende een informatieprocedure op het gebied van technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij, heeft de Europese Commissie na onderzoek van het aangemelde ontwerp de volgende opmerking [gemaakt]:

‘(...) Meer in het bijzonder wordt in artikel 8 van het aangemelde ontwerp bepaald dat de server waarop de gegevens worden beheerd en de server van de exploitant zich in een permanente inrichting op het Belgisch grondgebied moeten bevinden. Volgens de Commissie kan de vereiste dat de server zich op een specifiek grondgebied moet bevinden, een beperking vormen op artikel 56 VWEU. Om verenigbaar te zijn met het EU-recht moet deze vereiste worden gerechtvaardigd en een evenredig middel vormen om het beoogde doel te bereiken.

In dit verband moet de overheid toegang hebben tot de gegevens over de activiteiten van de op hun grondgebied gevestigde actoren en niet tot de uitrusting waarop deze gegevens worden bewaard. Voor toegang tot de gegevens lijkt het niet noodzakelijk dat de server zich op een specifiek grondgebied bevindt.

De Commissie verzoekt de Belgische overheid om bovenstaande opmerkingen in aanmerking te nemen.’

Om aan deze bezorgdheid tegemoet te komen, wordt artikel 8 van het ontwerp aangevuld met een § 2 dat de Kansspelcommissie de mogelijkheid biedt om, onder bepaalde voorwaarden, een deel van de activiteiten op een of meerdere servers die zich bevinden in het buitenland toe te laten.

De mogelijkheid tot het plaatsen van de server in het buitenland wordt niet beperkt tot de Europese Unie of de Europese Economische Ruimte aangezien ook van buiten de Europese Unie de vergunninghouder de nodige garanties kan geven dat de essentiële activiteiten plaatsvinden op de server in België. Indien de vergunninghouder niet de nodige garanties kan geven inzake transparantie en gegevensdoorstroming met servers die of in de Europese Unie, de Europese Economische Ruimte of buiten deze gebieden gelokaliseerd zijn, zal geen toelating tot exploitatie kunnen worden gegeven.

Hiervoor baseert de Kansspelcommissie zich op een deskundigenverslag opgesteld door de stafdienst ICT van de Kansspelcommissie of in voorkomend geval door een geaccrediteerde instelling in een andere lidstaat van de Europese Gemeenschappen of in een ander land dat partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte.

De Kansspelcommissie voert geregeld controles uit om na te gaan of het aanvaarde deskundigenverslag wordt gerespecteerd en dit op periodieke tijdstippen, bijvoorbeeld jaarlijks of tweejaarlijks of op basis van een klacht.”

Hieruit blijkt dat het ontwerp van koninklijk besluit waarvan oorspronkelijk aan de Europese Commissie kennis gegeven is, naar aanleiding van de opmerkingen van de Commissie grondig gewijzigd is.

Artikel 5.1, derde alinea, van richtlijn 2015/1535/EU van het Europees Parlement en de Raad van 9 september 2015 ‘betreffende een informatieprocedure op het gebied van technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij’, luidt als volgt:

“De lidstaten gaan in de in de eerste en de tweede alinea van dit lid genoemde omstandigheden tot een nieuwe mededeling aan de Commissie over, indien zij in het ontwerp voor een technisch voorschrift significante wijzigingen aanbrengen die een verandering van het toepassingsgebied, een verkorting van het oorspronkelijk geplande tijdschema voor de toepassing, een toevoeging van specificaties of eisen of het stringenter maken ervan tot gevolg hebben.”

Daaruit volgt dat, gelet op de significante wijzigingen die na de opmerkingen van de Europese Commissie in het ontwerp van koninklijk besluit ‘betreffende kansspelen over virtuele sportevenementen in de vaste kansspelinrichtingen klasse IV’ aangebracht zijn, de tekst opnieuw aan de Commissie moet worden overgezonden overeenkomstig artikel 5.1, derde alinea, van richtlijn 2015/1535/EU, opdat ze zich kan uitspreken over de fundamentele wijzigingen die in het oorspronkelijk overgezonden ontwerp aangebracht zijn.

De onderstaande opmerkingen, in het bijzonder die welke bij artikel 8 van het ontwerp gemaakt worden, worden dan ook geformuleerd onder voorbehoud van het gevolg dat de Europese Commissie zal geven aan het opnieuw verzenden van de tekst.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. Aangezien voor de adviesaanvraag niet om spoedbehandeling verzocht is, dienen het zevende, het achtste en het negende lid te vervallen.
2. In het tiende lid schrijve men:

“Gelet op advies 63.003/4 van de Raad van State, gegeven op 14 maart 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”¹

DISPOSITIEF

Artikel 8

1. In artikel 8, § 2, eerste lid, van het ontwerp wordt bepaald dat de Kansspelcommissie “op basis van een door haar goedgekeurd deskundigenrapport” kan beslissen om een deel van de activiteiten toe te laten op een of meer servers die zich in het buitenland bevinden.

¹ Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2.

In de bespreking van dat artikel staat dat

“de Kansspelcommissie zich [daarvoor baseert] op een deskundigenverslag opgesteld door de stafdienst ICT van de Kansspelcommissie of in voorkomend geval door een geaccrediteerde instelling in een andere lidstaat van de Europese Gemeenschappen of in een ander land dat partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte”.

Met de bespreking van dit artikel wordt aldus duidelijkheid geschapen over de vraag door wie het deskundigenverslag opgesteld zal worden naargelang de server zich binnen dan wel buiten België bevindt. In die bespreking wordt evenwel geen enkele verduidelijking gegeven omtrent de reikwijdte van het woord “goedgekeurd”. In welk opzicht zou het deskundigenverslag immers door de Kansspelcommissie goedgekeurd moeten worden, terwijl het uitgaat van een van de administratieve diensten van die commissie, namelijk *in casu* haar stafdienst ICT? Ook indien het deskundigenverslag opgesteld is door een instelling die geaccrediteerd is in een andere lidstaat van de Europese Unie of in een ander land dat partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte, rijst de vraag wat precies de reikwijdte zal zijn van de goedkeuring die de Kansspelcommissie aan dat verslag zal hechten.

De afdeling Wetgeving vraagt zich af of het *in casu* niet veeleer de bedoeling is dat de Kansspelcommissie een beslissing neemt op basis van een deskundigenverslag dat ofwel door haar diensten opgesteld is, ofwel door een geaccrediteerde instelling opgesteld is, in welk geval zij dat verslag valideert.

Als dat inderdaad de bedoeling van de steller van het ontwerp is, moet het dispositief van paragraaf 2 aldus herzien worden dat alle onduidelijkheid weggenomen wordt. De bespreking van dit artikel moet eveneens aldus aangevuld worden dat de adressaat van de regel duidelijke en nauwkeurige uitleg krijgt over de regeling die ingevoerd wordt.

2. In artikel 8, § 2, eerste lid, van het ontwerp wordt bepaald dat de vergunning voor een deel van de activiteiten op een of meer servers die zich “in het buitenland” bevinden door de Kansspelcommissie gegeven wordt “met inachtneming van het bepaalde in artikel 21 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens”.

Artikel 21 van die wet van 8 december 1992 luidt als volgt:

“§ 1. Persoonsgegevens die aan een verwerking worden onderworpen na doorgifte ervan naar een land buiten de Europese Gemeenschap, mogen slechts worden doorgegeven indien dat land een passend beschermingsniveau waarborgt en de andere bepalingen van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan worden nageleefd.

De vraag of het beschermingsniveau passend is, wordt beoordeeld met inachtneming van alle omstandigheden die op de doorgifte van gegevens of op een categorie gegevensdoorgiften van invloed zijn; in het bijzonder wordt rekening gehouden met de aard van de gegevens, met het doeleinde en met de duur van de voorgenomen verwerking of verwerkingen, het land van herkomst en het land van eindbestemming, de algemene en sectoriële rechtsregels die in het betrokken land gelden, alsmede de beroepscode en de veiligheidsmaatregelen die in die landen worden nageleefd.

§ 2. De Koning bepaalt, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en conform artikel 25 van richtlijn 95/46/EG van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrij verkeer van die gegevens, voor welke categorieën van verwerkingen van persoonsgegevens en in welke omstandigheden de doorgifte van persoonsgegevens aan landen buiten de Europese Unie niet is toegestaan.”

Uit die bepaling blijkt dat de Kansspelcommissie er alleen toe gehouden is dat artikel 21 van de wet van 8 december 1992 na te leven indien het “buitenland” waar de server zich bevindt geen lidstaat van de Europese Unie is.

Hoe dan ook bestaat er geen grond toe om er in een verordeningsbesluit aan te herinneren dat een wetsbepaling nageleefd dient te worden.

Bijgevolg moeten de woorden “met inachtneming van het bepaalde in artikel 21 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens” weggelaten worden en dient in het verslag aan de Koning verduidelijkt te worden in welke gevallen – namelijk telkens wanneer de andere staat geen lidstaat van de Europese Unie is – dat artikel 21 nageleefd zal moeten worden door de Kansspelcommissie wanneer ze de beslissing neemt om een deel van de activiteiten op een of meer servers toe te staan op basis van een deskundigenverslag dat door een geaccrediteerde instelling opgesteld is.

Artikel 13

In deze bepaling moet, met betrekking tot de termijn gedurende welke de beelden van het virtueel sportevenement bewaard dienen te worden door de houder van een vergunning klasse E, vermeld worden vanaf wanneer die termijn ingaat.

Artikel 15

Het verslag aan de Koning bevat de volgende passage:

“Artikel 15 bevestigt expliciet dat de technische keuringsprotocollen en de informaticaprotocollen tevens gelden voor de terminals voor kansspelen over virtuele sportevenementen.”

De Kansspelcommissie dient een bijzonder protocol uit te vaardigen dat de informatiegegevens moet omvatten waarvan in de bespreking van dit artikel een op het eerste gezicht limitatieve opsomming opgenomen is.

Met het oog op de rechtszekerheid en de toegankelijkheid van de regel voor de adressaten ervan, lijkt het raadzaam om de aldus opgestelde lijst in het dispositief van artikel 15 op te nemen.

De bepaling dient in het licht van deze opmerking herzien te worden en in de bespreking die in het verslag aan de Koning aan dit artikel gewijd wordt, moet verduidelijkt worden wat onder de rubriek “varia” verstaan wordt.

SLOTOPMERKING VAN WETGEVINGSTECHNISCHE AARD

De Franse tekst van het ontwerp dient nauwgezet nagekeken te worden op het stuk van de woordenschat, de zinsbouw en de spraakkunst. Die tekst laat in die opzichten immers bijzonder veel te wensen over.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET